

CONTRIBUTION AUX DÉBATS DU CDFN de mars 2022

La pandémie de Covid, pourtant encore loin d'être éteinte, après avoir contraint nos vies et fortement impacté les mobilisations sociales, vient de disparaître des radars médiatiques en France, désormais remplacée par la guerre en Ukraine et les dangers qu'elle représente pour les pays européens. Le spectre d'un nouveau conflit mondial, doublé de la menace de l'usage des armes nucléaires brandie par Poutine, ne rendent pas pour autant insignifiants, loin de là, les autres dangers qui nous menacent au quotidien, ainsi que les ravages du libéralisme. Par exemple, alors que les guerres sont un facteur de plus de ravages écologiques, le dernier rapport du GIEC, très alarmant, est passé quasi inaperçu de l'opinion publique, et très probablement aussi des dirigeant·es politiques, à moins qu'ils et elles n'aient tout simplement pas souhaité trop creuser le sujet. Don't look up...

Dans ce lourd contexte, le syndicalisme de transformation sociale doit à la fois **manifester sa volonté de retour à la paix en Ukraine et son soutien au peuple ukrainien** qui veut résister à l'invasion de l'armée russe, comme également aux courageux·ses manifestant·es russes et biélorusses pour la paix, arrêté·es par milliers pour cela, **tout en poursuivant son travail de mobilisation des salarié·es pour les droits des femmes, les salaires, les pensions, le climat...** Il s'agit également d'imposer, dans le débat électoral actuel, le rôle et la place des services publics et leur étranglement par des décennies de restrictions budgétaires et de démantèlements continus, dont pâtissent d'abord et avant tout les moins riches de ce pays.

Le désormais officiellement candidat Macron se pose en chef des armées, ce qui fait monter les sondages en sa faveur, et lui permet, de façon très opportuniste, d'éviter les débats électoraux. Ce pouvoir, qui, pendant 5 années a travaillé méthodiquement à la destruction des services publics et des droits sociaux, au profit évident des actionnaires des multinationales, entend être réélu pour poursuivre sa politique ultra libérale. Pour preuve, les premiers éléments de son programme,

distillés au compte-goutte, montrent sa **volonté de mener une nouvelle réforme régressive des retraites en reculant l'âge de départ à 65 ans**, pour ne pas mettre à contribution les plus riches, ou encore, de **parachever l'autonomie des universités**, ce qui est synonyme en langage néolibéral d'augmentation des droits d'inscription et donc d'exclusion pour les jeunes d'origine modeste. Il annonce également **un collège à plusieurs vitesses**, visant à renforcer le tri social dans un système éducatif qui échoue déjà à réduire les inégalités. Au chapitre de l'écologie, l'attaque de l'Ukraine par la Russie sert encore de marche-pied aux tenants du nucléaire, justifiant les projets de Macron en la matière, alors même que les dangers du nucléaire sont remis en lumière par les attaques des centrales de Tchernobyl et de Zaporija. Il est urgent au contraire de sortir du nucléaire !

Dans cette situation et face à de tels projets, nous devons continuer à défiler dans les rues ou nous rassembler sur les places. D'autant que la menace de l'extrême droite est toujours bien réelle.

Il est de notre responsabilité de continuer à œuvrer pour mettre les questions sociales dans le débat,

pour la paix en Ukraine, pour l'égalité entre les femmes et les hommes, pour des politiques environnementales permettant de limiter réellement le réchauffement climatique, **sans dissocier ces combats, qui ont pour dénominateur commun la transformation sociale pour l'égalité, la paix, et la planète.** La grève, les manifestations, les marches, les rassemblements, sont nos outils privilégiés de lutte. Cela sera encore le cas dans les jours à venir, avec des mobilisations pour des augmentations salariales, pour l'augmentation des pensions, pour soutenir la grève de la jeunesse pour le climat, pour la paix, pour une société solidaire, féministe et antiraciste...

Le nécessaire débat sur les impératifs de transition environnementale et de justice sociale est essentiel.

Mais ce débat est actuellement étouffé, volontairement ou par l'actualité qui s'impose. Il l'a été volontairement par certain·es des candidat·es à l'élection présidentielle qui, bien que se revendiquant comme « républicain·es », ont largement préféré reprendre les antiennes des candidat·es de l'extrême-droite dans leur discours, esquivant ainsi les questions sur leur programme économique et social, aux conséquences redoutables pour les classes populaires, les salarié·es, les agent·es publics et les chômeur·euses. Les grands médias ont largement contribué à cet étouffement de la question de la justice sociale et climatique, en partie à cause de la course à la mesure d'audience et aux rentrées publicitaires, mais aussi de leur concentration de plus en plus importante dans les mains de quelques multi-millionnaires/milliardaires, aux idées néolibérales et réactionnaires, voire d'extrême-droite comme Bolloré, concentration qui représente un danger de plus en plus grand pour la démocratie.

Ce débat est aussi mis au second plan depuis trois semaines par l'actualité liée à la guerre en Ukraine, qui bouleverse les rapports géopolitiques et fait peser des menaces nouvelles sur les pays européens. Ce conflit nous interpelle aussi syndicalement, car notre organisation porte une vision pacifiste du monde à long terme, qui se heurte à la question immédiate de l'aide à apporter à un peuple qui défend son droit à l'existence et à l'autodétermination, et donc à la question des formes que doit prendre une aide à la résistance aux appétits impérialistes du pouvoir russe. La livraison, en

quantité limitée, d'armes à l'Ukraine par les régimes occidentaux est un fait établi mais les risques d'escalade doivent être pris en compte. Du point de vue syndical, et dans la mesure de ce qu'il nous est possible d'accomplir, il faut renforcer les solidarités concrètes avec les réfugié·es et la population ukrainienne. **La FSU doit s'engager pleinement et avec force dans les opérations concrètes de collecte humanitaire, tout en faisant le lien internationaliste avec les syndicats ukrainiens et ceux des pays limitrophes concernés par l'accueil des réfugié·es.**

Cette guerre s'inscrit certes dans la compétition aiguë entre les fractions dirigeantes du capitalisme au niveau mondial pour le contrôle des marchés, des matières premières et des sols, mais l'agression, le déclenchement de la guerre revient à la responsabilité de Poutine. Si la situation est plus complexe, la tâche de notre syndicalisme est bien de faire le lien entre les questions de paix et celles de justice sociale et climatique pour dessiner une alternative. Le choix des gouvernements de réarmer à travers toute l'Europe doit être fortement interrogé : les points de PIB consacrés aux productions d'armes et à la défense auront une utilité sociale et environnementale nulle et se feront au détriment des besoins des populations (santé, éducation, protection sociale...). Il y a un enjeu à construire un mouvement de masse contre la guerre et ses logiques, qui articule un projet de rupture sociale et climatique à une ambition pacifiste critique à même de montrer les impasses du système capitaliste existant. Les manifestations à venir doivent être investies pleinement et les mobilisations sociales doivent désormais intégrer aux revendications la question de la paix, du droit des peuples à l'autodétermination et de l'internationalisme bien plus que par le passé. C'est un enjeu crucial pour développer à une échelle de masse, dans la conscience des travailleurs et des travailleuses des contre poisons aux venins de la militarisation et de la menace des puissances impérialistes.

Ce conflit en Ukraine capte, et c'est bien normal compte-tenu des menaces de généralisation qui l'accompagnent, une grande partie de l'attention des citoyen·nes. **Et ce d'autant plus que ses effets se font déjà sentir sur chacun·e, avec l'augmentation des prix de l'énergie aux effets redoutables sur les porte-monnaies.**

Ces effets sont bien plus forts sur les salarié·es obligé·es de recourir à l'usage de la voiture pour aller travailler, faute de possibilités de rapprochement de conjoint·e, ou faute de logement abordable à proximité de leur lieu de travail et/ou de transports publics adaptés, et dont les salaires sont cependant bloqués. **Parmi ces dernier·es, nombre d'agent·es public·ques, en particulier en catégorie C et B, aux traitements faibles et déjà rongés sévèrement par les années de gel du point d'indice et la hausse récente de l'inflation.** Ces deux catégories d'emploi représentant près des deux tiers des effectifs des agent·es public·ques sur les trois versants de la Fonction publique, et plus de 85 % dans la FPT. La question des salaires dans la Fonction publique est donc de plus en plus criante, et le sera d'autant plus que des hausses de prix des produits alimentaires sont attendues également très rapidement. La question de l'augmentation des pensions sera tout aussi criante.

Il nous faudra donc, après analyse des mobilisations du 8, du 17 et du 24 mars, dans ce contexte compliqué, explorer les différentes possibilités de continuer à porter fortement cette question des salaires et des pensions, en lien avec l'intersyndicale de la Fonction publique, et plus généralement avec l'intersyndicale interpro. Cette dernière devra aussi se rencontrer sur la question des retraites et/ou communiquer sur les possibles régressions à venir après les élections.

Il nous faudra aussi, avec le collectif PJC-APRES (Plus jamais ça - Alliance pour une rupture écologique et sociale), **continuer à sensibiliser sur les enjeux climatiques** et convaincre de la possibilité de changer de modèle de consommation sans perte majeure de qualité de vie, si des politiques volontaristes sont mises en place. Il s'agit là d'un travail sur la durée, mais qui revêt un caractère d'urgence à la lecture du dernier rapport du GIEC. Celui ci montre combien la question climatique est une question sociale avec des conséquences déjà là pour les plus précaires au sein de nos sociétés, et pour les plus pauvres sur la planète.

Les mobilisations du 8 mars ont montré, malgré les difficultés de la période, que **le travail au long cours sur les questions d'égalité femmes/hommes porte ses fruits**, dans l'évolution de la perception des enjeux d'égalité et l'évolution des mentalités, avec une participation qui croît au fil des années et une présence importante de jeunes. Même s'il n'a

pas permis encore d'aboutir à des politiques à la hauteur, ce travail est à poursuivre dans la durée, afin de maintenir la pression sur ces sujets.

Nous devons également continuer à dénoncer l'inacceptable distinction entre « bon·nes » et « mauvais·es » migrant·es qui fuient des conflits, des persécutions, la misère et les ravages climatiques... Distinction qui met en évidence l'aspect raciste et inhumain des politiques développées à l'égard des exilé·es. L'accueil et le respect des droits doivent être universels, quelles que soient les origines ou les nationalités des réfugié·es. Les nombreux dispositifs rapidement mis en place pour les Ukrainien·nes montrent que les moyens existent et qu'un accueil digne est possible. Les moyens pour accompagner la scolarisation des enfants de réfugié·es doivent être développés (UPEAA notamment).

La manifestation du 19 mars contre le racisme et les violences policières, portées par la campagne Antiracisme et Solidarité, est une étape à ne pas manquer pour **exprimer la solidarité avec toutes et tous les migrant·es ainsi que le refus de toutes les formes et manifestations de racisme**, exacerbées dans les discours et dans les actes par la campagne électorale actuelle où les thèmes de l'extrême droite et de la droite radicale saturent les médias. Empruntant certains éléments à la rhétorique de Le Pen ou Zemmour pour tenter de rabattre une partie de leur électorat, le gouvernement Macron n'est pas en reste avec **la mise en application de la loi « séparatisme », qui va toujours plus loin dans les atteintes aux libertés collectives.** Après l'annonce de la dissolution de Nantes Révoltée, c'est maintenant à des associations de défense de la cause palestinienne que Darmanin veut s'en prendre. Il faut s'opposer fermement à la dissolution de « Palestine Vaincra » de la façon la plus unitaire possible. Enfin, LR joue aussi un rôle dans les attaques liberticides actuelles puisque cinq de ses parlementaires demandent, après deux plaintes portées sans succès par Jean Michel Blanquer, la dissolution de Sud 93. C'est inacceptable. La FSU doit le faire savoir.

Dans l'éducation, la situation est toujours difficile : la préparation de la rentrée scolaire se déroule sur fond de pénurie et les moyens vont manquer pour des conditions permettant la démocratisation scolaire. L'école inclusive, dévoyée et instrumentalisée par le ministre, n'a pour but que de réaliser des économies d'échelle (mutualisation des Aesh, fermetures de

structures et dispositifs spécialisés) : elle génère une grande souffrance professionnelle sans apporter de réponses satisfaisantes pour les élèves et leurs familles. Nous redisons que nous voulons une école qui inclut les élèves en leur donnant tous les moyens de réussite, une école qui s'occupe d'abord des élèves les plus éloignés de la culture scolaire. Mais cela ne peut pas se faire dans l'école des économies et du tri social. Par ailleurs, la maltraitance à l'égard des Aesh (temps partiel imposé, salaire indécent, conditions de travail dégradées) est inadmissible. La journée d'action du 5 avril sera une nouvelle occasion de mettre les AESH au cœur des débats et des revendications.

Toutefois, **la journée massive du 13 janvier a considérablement affaibli Blanquer** : discrédité aux yeux de tous·tes, il a dû associer les représentant·es des personnels à la gestion de l'épidémie, lever le verrou du recrutement sur liste complémentaire et repousser la date des épreuves de spécialité. Le fait de reconnaître qu'il faut revaloriser la place des maths au lycée est un aveu d'échec de sa réforme, que nous combattons syndicalement depuis le début.

Cette journée de grève a également bousculé le syndicalisme. Bien évidemment pas totalement modélisable ni reproductible à l'identique, la convergence des attaques Blanquer et Omicron fortement pesé et produit une forme de convergence des luttes, sinon des colères. Le 13 janvier a montré l'importance d'un subtil équilibre pour construire une mobilisation de cette envergure entre volontarisme dans l'action, écoute attentive des personnels et campagne permanente de conviction.

Le bilan de Blanquer reste pour autant très sombre à plus d'un titre ; **et les projets du candidat Macron représentent une véritable provocation tant ils sonnent comme la volonté de détruire ce qui reste du cadre national de l'éducation** : il est question d'en finir avec les concours de recrutement au profit

du contrat et d'une mobilité à la main des hiérarchies locales, qui annoncent par ailleurs toujours plus de précarité et de pressions managériales. Il est question de faire entrer encore plus fortement l'entreprise au collège, transformé, pour les enfants des milieux populaires, en école du socle (qui, en langage néolibéral, n'a rien de commun ni d'ambitieux pour toutes et tous) et des certifications, de démanteler la voie professionnelle au profit de l'apprentissage... Le candidat Macron promeut une école libérale décomplexée, il espère ainsi récupérer les voix de la droite, à qui il n'a plus rien à envier sur son projet éducatif, et même les voix de certain·es parents et de certain·es collègues qui, face au délabrement organisé du système éducatif par le pouvoir libéral, pourraient voir dans ces projets l'opportunité de sauver leur peau ou celle de leurs enfants. Nous devons faire campagne pour montrer en quoi ces projets sont en fait des « remèdes » pires que le mal, et y opposer des alternatives crédibles et porteuses d'espoir, pour l'éducation et l'émancipation de toutes et tous les enfants et les jeunes.

Sauf coup de théâtre aux élections présidentielles et législatives qui contredirait les tendances sondagières actuelles, de nombreux mauvais coups supplémentaires se préparent pour augmenter encore les injustices sociales au profit des plus riches dans les mois qui suivront. Il nous faudra donc mener de nouveaux combats syndicaux, très rapidement, dans un cadre unitaire le plus large possible.

La tâche est immense, et nous la mènerons d'autant mieux que le syndicalisme de transformation sociale sera soudé. D'où l'importance d'œuvrer à tous les niveaux pour la création d'un nouvel outil syndical avec CGT et Solidaires (pour commencer), dans la perspective duquel les mandats du congrès de Metz nous permettent de mieux nous projeter et d'avancer concrètement.